



La CGTP (Centrale Générale des Travailleurs Portugais, historiquement liée au Parti communiste), le principal syndicat du pays avec 750.000 affiliés, appelle à une grève générale de 24 heures pour le 24 novembre, contre les mesures d'austérité du gouvernement « socialiste » de Socratès. Il s'agit de la première grève générale depuis 2007. Le dirigeant de la CGTP, Carvalho da Silva a appelé le syndicat UGT (Union générale des travailleurs, proche du PS) à s'associer à la grève. Cet appel a rencontré un écho important auprès des dirigeants syndicaux socialistes de la Fonction publique, qui ont finalement fait basculer la direction de l'UGT en faveur d'un soutien à la grève générale.

Les premières réactions syndicales à l'austérité au Portugal ont été marquées par les manifestations et les grèves du 4 mars et du 19 mai du secteur public, qui ont été les plus massives depuis la Révolution des Oeillets de 1974 avec la participation de 300.000 manifestants à Lisbonne. Le 29 septembre dernier, dans le cadre de la journée européenne d'actions lancée par la Confédération européenne des syndicats, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs-eurs ont également manifesté à Lisbonne et à Porto

Cette grève intervient néanmoins tardivement au regard des différentes mesures déjà prises par le gouvernement portugais depuis le printemps dernier. En outre, le budget public pour 2011, qui prévoit toute une batterie de mesures d'austérité sévères afin de réduire les dépenses publiques de 3,4 milliards d'euros, doit être adopté à la fin du mois d'octobre.

L'Union européenne vient d'ailleurs de demander au Portugal, qui figure sur la liste noire des spéculateurs, ensemble avec la Grèce et l'Irlande, d'accélérer ses « réformes structurelles » afin de « rétablir la croissance ». Le gouvernement obtiendra sans aucun doute le soutien ou l'abstention du parti conservateur PSD et l'opposition farouche du Bloc de Gauche et du Parti communiste. (LCR-Web)

Une grève générale pour mobiliser toutes les forces

contre l'économie de l'abîme

Résolution du Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche)

1. Le gouvernement a annoncé les lignes générales du budget public de 2011, qui comprend le plus dur paquet d'austérité appliqué jusqu'à ce jour au Portugal. La réduction des salaires représentera une perte d'un ou deux mois de salaire pour les travailleurs de la fonction publique. L'augmentation des impôts affectera toute la population. Les réductions de 500 millions d'euros dans la santé et d'1 milliard d'euros dans la sécurité sociale aggravent les mesures antisciales déjà en vigueur depuis l'été. En même temps, on prévoit d'accélérer le programme de privatisations de biens publics essentiels et de monopoles sur des ressources naturelles, on exempte d'impôts des entreprises, on favorise l'évasion fiscale et le gaspillage que sont les dépenses militaires.

Le résultat d'une telle politique sera une nouvelle récession en 2011, qui fera suite à celle de 2009. Le Portugal n'a jamais connu une telle situation de récession intermittente. Après une décennie de stagnation, cette évolution risque de déboucher sur une longue période de dépression économique, et donc d'un effet cumulatif dans la croissance du chômage et de la pauvreté.

En même temps, une nouvelle récession provoquera une dégradation de l'économie portugaise qui aggravera les risques de vulnérabilité face aux mouvements spéculatifs. Elle signifiera qu'une partie croissante des revenus de l'Etat seront consacrés à payer sans cesse plus la dette publique et ses intérêts aux marchés financiers, le recul des services publics et la chute d'une bonne moitié de la population aux frontières de la pauvreté. Les travailleurs pauvres, les chômeurs, les faux indépendants, les contrats à durée déterminée et les intérimaires; ce sont déjà près de 5 millions de personnes qui sont les premières victimes de cette crise.

Le Bloc de Gauche rejette et combat cette orientation budgétaire. Le Bloc de Gauche présente une réponse concrète, qui démontre que la réduction des salaires, l'augmentation des impôts, et d'autres mesures impopulaires, sont des plus préjudiciables pour les travailleurs, la population pauvre et l'économie. Ce budget, que le gouvernement négocie avec le PSD, doit être rejeté. Le Bloc de Gauche présentera un programme économique et financier alternatif contre la récession et les mesures d'austérités.

2. La grève générale appelée par la CGTP pour le 24 novembre, et ensuite soutenue par d'autres syndicats et par l'UGT, représente le moment le plus important de la lutte sociale contre l'austérité, contre le chômage, contre la réduction des salaires, contre la récession et pour la justice sociale. Il s'agit d'une mobilisation essentielle afin de construire un mouvement de riposte unifié contre le désastre économique. Seuls les travailleurs peuvent défendre une économie démocratique tandis qu'en face, le système financier pille l'économie, la spéculation nationale et internationale s'accroît en cette période de crise, les privilèges de caste s'affirment, l'inégalité est le moteur des politiques budgétaires, les privatisations sont accélérées, la démocratie est étouffée et on réduit les salaires tandis que le chômage augmente. Le Travail, lui, lutte au nom de l'égalité, de la responsabilité et de la transparence.

Le Bloc de Gauche soutient activement la grève générale convoquée par le mouvement syndical et s'engage à contribuer à son succès.

3. Le Bloc de Gauche soutient toutes les initiatives de mobilisations qui oeuvrent à construire une riposte à la crise sociale, comme la grève dans les administrations publiques du 6 novembre, la manifestation des étudiants du 17 novembre, ou encore le contre-sommet et la manifestation contre la guerre et l'OTAN du 20 novembre.

« **Mesa Nacional** » du [Bloc de Gauche](#) , 9 octobre 2010

Traduction: www.lcr-lagauche.be